
Un scandale télévisuel dans l'été chaud zurichois

François Vallotton et Anne-Katrin Weber

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/edl/2349>

DOI : 10.4000/edl.2349

ISSN : 2296-5084

Éditeur

Université de Lausanne

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2020

Pagination : 63-68

ISBN : 978-2-940331-73-4

ISSN : 0014-2026

Référence électronique

François Vallotton et Anne-Katrin Weber, « Un scandale télévisuel dans l'été chaud zurichois », *Études de lettres* [En ligne], 312 | 2020, mis en ligne le 24 mars 2020, consulté le 17 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edl/2349> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edl.2349>

© Études de lettres

UN SCANDALE TÉLÉVISUEL DANS L'ÉTÉ CHAUD ZURICHOIS

L'année 1980 est marquée en Suisse par de nombreuses manifestations de jeunes à Zurich puis à Lausanne, avant qu'une journée d'action – et de solidarité – ne soit organisée en novembre dans sept villes suisses : si les revendications principales du mouvement ont pour objet la mise en place de lieux culturels alternatifs, celles-ci visent plus largement à opposer un certain nombre de valeurs communautaires au conformisme, à l'individualisme et au culte du profit qui caractérisent selon les principaux protagonistes la société helvétique.

Dans ce contexte, une émission de télévision va déclencher un scandale particulièrement spectaculaire sur les ondes de la télévision allemande¹. Il a pour théâtre une émission de débat «Magazin TV», qui réunit, le 15 juillet, une représentante et un représentant des milieux alternatifs, certaines figures du monde politique (notamment la municipale socialiste chargée des affaires sociales, Emilie Lieberherr) et des responsables de la police afin de discuter de la légitimité du mouvement et de son avenir d'une part, de la proportionnalité de la réponse des autorités de l'autre. Les confrontations entre manifestants et forces de l'ordre ont atteint un point culminant la semaine précédente, débouchant sur plus d'une centaine d'arrestations et sur un dispositif répressif qui suscite la controverse.

1. L'émission est visible sur le site de la télévision suisse allemande : <https://www.srf.ch/play/tv/archivperlen/video/diskussion-zu-den-zuercher-jugendunruhen?id=05f18417-ec5b-4b94-a4bf-293312e56afe>



Le couple Müller dans l'émission de débat «Magazin TV», 15 juillet 1980.
© Schweizer Radio und Fernsehen.

Toutefois, c'est moins la thématique et ce contexte de «combat de rue» qui sont à l'origine de la polémique télévisuelle que la stratégie médiatique adoptée par les deux porte-parole du mouvement autonomiste. Présentés à l'écran comme Anna et Hans Müller, ceux-ci vont en effet détourner de manière aussi ironique que subversive la «scénographie implicite» de l'émission : en adoptant d'abord un code vestimentaire «bourgeois» – complet cravate et blouse stricte aux antipodes de l'habillement des jeunes de l'époque – puis surtout en développant une rhétorique qui, loin de condamner la surenchère répressive, va juger celle-ci insuffisante et par trop timide. M. Müller, tout en soulignant la taille des balles en caoutchouc utilisée contre les manifestants, aurait souhaité que celle-ci soit encore plus importante (comme en Irlande du Nord), voire que l'on recoure au napalm ! Quant à Mme Müller, elle plaide pour une solution encore plus radicale : ne plus faire d'enfants dans une telle ville, voire les éliminer purement et simplement. L'émission prend une tournure surréaliste : le présentateur tente d'endosser lui-même le rôle de contradicteur de l'ordre établi que refuse d'endosser le couple Müller ; et il faudra attendre vingt minutes pour qu'un débattre, en l'occurrence Emilie Lieberherr, interpelle les deux jeunes en leur demandant qui ils sont censés représenter.

Dès le lendemain, les réactions seront vives au sein du public (près de 700 lettres de plaintes) ainsi que dans la presse. Une campagne de dénigrement est notamment menée par les journaux *Züri Leu* et par le *Blick*. Le premier publie les vrais noms et adresses des Müller alors que le *Blick* s'attaque à l'origine irakienne de la pseudo Madame Müller, en omettant de préciser qu'elle était Suisse. Du côté de la *Neue Zürcher Zeitung*, on va surtout pointer du doigt le paradoxe de l'État de droit qui offre un rempart à ceux-là mêmes qui veulent son abolition, ainsi que l'attitude de la télévision alémanique qui, par son présentateur, s'est révélée incapable de parer à l'instrumentalisation de l'émission. Cette critique du service public – dans un contexte de remise en question plus générale du monopole – sera notamment reprise par le maire Sigi Widmer, l'un des piliers de l'« Hofer Klub », un groupe de téléspectateurs qui s'était créé en 1972, sous l'égide de l'historien et conseiller national UDC Walter Hofer, afin de lutter contre ce que l'on qualifiait de « emprise gauchiste » sur la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR).

Mais cet épisode doit être aussi interprété comme une remise en cause de la télévision au travers des discours et des formes de mobilisation privilégiées par les mouvements contestataires. La perturbation du « jeu de rôle médiatique » représenté par le débat s'inscrit en effet dans le prolongement de certaines critiques portées par la gauche dès le début des années 1970 qui s'attaquent à la soi-disant objectivité de la télévision officielle. Plus fondamentalement, ce mouvement de contestation veut inventer un nouveau type d'intervention et de mobilisation citoyenne dont la vidéo doit constituer à leurs yeux le support et le vecteur emblématique. Ce n'est de fait pas un hasard si la notoriété du couple Müller sera encore renforcée par l'intégration d'extraits de l'émission dans la vidéo la plus représentative du mouvement zurichois, *Züri brännt* [Zurich brûle] dont la première projection publique a lieu en automne 1980. Au-delà des thématiques abordées et de sa dimension documentaire, *Züri brännt* apparaît comme un manifeste en faveur d'une production médiatique qui veut se distinguer par son caractère spontané et en prise directe avec l'événement, sa capacité à associer des non-professionnels au processus de production et son caractère réflexif autorisant l'observation, mais aussi la discussion collective des thématiques filmées.

La réalisation, mais également la projection (principalement à la Rote Fabrik et au Volkshaus) et la discussion collective de vidéos est une

composante essentielle du mouvement de contestation de l'année 1980. Tirant son inspiration de différentes expériences réalisées en Amérique du Nord (le projet Société Nouvelle au Canada ou le mouvement Guerilla Television aux États-Unis) et en Angleterre, différents collectifs se mettront en place en Suisse dans la seconde moitié des années 1970 : on peut citer Videoladen à Zurich, la Videogenossenschaft à Bâle ou encore Container TV à Berne.

Les manifestations de Zurich, mais aussi à Lausanne dès septembre 1980 avec le collectif Lôzane bouge, ouvrent à cet égard de nouvelles perspectives. La vidéo apparaît comme le médium idéal pour traduire les aspirations du mouvement ; de même, tous les événements importants sont documentés par des groupes vidéos. À Zurich on peut citer le projet « Community Media » dirigé à l'Ethnologisches Seminar de l'Université de Zurich par l'anthropologue et artiste Heinz Nigg dès 1979. Les responsables du séminaire filmeront le début du mouvement (la grande manifestation du 30 mai devant l'opéra) et projetteront la vidéo quelques jours plus tard lors d'un rassemblement réunissant plus de 3000 personnes. Une initiative qui débouchera sur toute une série de mesures répressives édictées par le Département zurichois de l'Instruction publique et dont la plus importante sera la suppression de la charge d'enseignement de Nigg. Il reviendra à d'autres de prendre le relais et à un film comme *Züri brännt* d'incarner la force subversive et créatrice de la vidéo au niveau suisse et plus largement germanophone. Une explosion toutefois éphémère, le retour à l'ordre des années 1980 venant mettre fin à la « vidéotopie » (pour reprendre la terminologie du professeur de sociologie lausannois Alfred Willener), et notamment à la vidéo d'intervention, propre à cette génération.

François VALLOTTON

Section d'histoire, Faculté des lettres, Université de Lausanne

Anne-Katrin WEBER

Section d'histoire et esthétique du cinéma,

Faculté des lettres, Université de Lausanne

BIBLIOGRAPHIE

- FREUDIGER, Alain, « Quand Zurich brûlait. Urgence et permanence du document *Züri brännt* », *Décadrages*, 16-17 (2010), p. 130-137 (en ligne : <<https://journals.openedition.org/decadrages/245>>).
- MARGUERAT, Dimitri, « La puissance de l'imaginaire vidéographique sur le militant mao : *La démolition du Simplon 12* (L'Écho du Boulevard, 1974) », *Décadrages*, 20 (2012), p. 111-122 (en ligne : <<https://journals.openedition.org/decadrages/261>>).
- NIGG, Heinz, *Rebel Video. Die Videobewegung der 1970er- und 1980er Jahre*, Zürich, Scheidegger & Spiess, 2017.
- RUDIN, Dominique, *Video Heterotopia : linksalternativer Videoaktivismus in der Schweiz 1970-1995*, Dissertation Universität Basel, 2014.
- WILLENER, Alfred, MILLIARD, Guy, GANTY, Alex, *Vidéo et société virtuelle. Vidéologie et utopie*, Paris, Tema Éditions, 1972.

